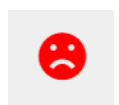


Notation des banques françaises, critère « changement climatique »

Classement	Banque	Note / 10
1	LA NEF	10
2	LE CREDIT COOPERATIF	7,4
3	LA BANQUE POSTALE	4,4
4	BNP PARIBAS	3,2
5	SOCIETE GENERALE	2,6
5	CREDIT AGRICOLE	2,6
7	BPCE	2,4
8	CREDIT MUTUEL	1,9

BNP PARIBAS : 3,2 / 10

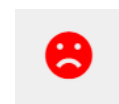


BNP Paribas a annoncé la fin de ses financements de projets aux mines et centrales à charbon mais continue de soutenir certaines entreprises opérant dans ce secteur. De plus, elle n'a aucune politique dédiée à limiter de manière significative ses soutiens au gaz et au pétrole conventionnels, deux secteurs dont l'expansion est également incompatible avec les objectifs internationaux en matière climatique. Même si BNP Paribas divulgue les émissions générées par les activités qu'elle finance, elle ne s'est pas engagée à publier un calendrier de sortie progressive du charbon et des énergies fossiles afin de respecter une trajectoire 1,5 °C.

En pratique, ça donne quoi ?

Avec 12,8 milliards d'euros consacrés aux énergies fossiles en 2016 et 2017, BNP Paribas est la première banque française en matière de soutiens aux énergies fossiles. Elle a ainsi financé 4 fois plus les énergies fossiles que les énergies renouvelables (3,3 milliards d'euros). Depuis la COP21, BNP Paribas est à elle seule à l'initiative de 30 % des soutiens bancaires français accordés aux énergies fossiles.¹

CREDIT AGRICOLE : 2,6 / 10



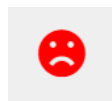
La banque a annoncé la fin de ses financements de projets aux mines et centrales à charbon, mais n'a restreint qu'une partie de ses soutiens aux entreprises opérant dans ce secteur. De plus, elle n'a aucune politique dédiée à limiter de manière significative ses soutiens au gaz et au pétrole conventionnels, deux secteurs dont l'expansion est également incompatible avec les objectifs internationaux en matière climatique. Même si Crédit Agricole divulgue les émissions générées par les émissions générées par ses activités de financement et d'investissement elle ne s'est pas engagée à adopter un plan de sortie des énergies fossiles.

¹ Oxfam France « [Banques françaises, les fossiles raflent la mise](#) », Novembre 2018.

En pratique, ça donne quoi ?

En 2016-2017, Crédit Agricole a consacré 12,6 milliards d'euros aux énergies fossiles contre seulement 2,7 milliards d'euros aux énergies renouvelables. Avec 76 % de ses financements fléchés vers les énergies fossiles, Crédit Agricole obtient la palme de la proportion de financements dans les fossiles la plus élevée. Entre 2017 et 2016, Crédit Agricole a augmenté ses financements fossiles de 3,4 milliards d'euros, quand dans le même temps, la banque a baissé ses financements aux énergies renouvelables de près de 400 millions d'euros.²

SOCIETE GENERALE : 2,6 / 10

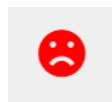


La banque a annoncé la fin de ses financements de projets aux mines et centrales à charbon, mais n'a restreint qu'une partie de ses soutiens aux entreprises opérant dans ce secteur. De plus, elle n'a aucune politique dédiée à limiter de manière significative ses soutiens au gaz et au pétrole conventionnels, deux secteurs dont l'expansion est également incompatible avec les objectifs internationaux en matière climatique. Société Générale ne divulgue pas les émissions générées par les activités qu'elle finance et ne s'est pas engagée à adopter un plan de sortie des énergies fossiles.

En pratique, ça donne quoi ?

En 2016 et 2017, Société Générale a financé les énergies fossiles à hauteur de 11,5 milliards d'euros contre 3,3 milliards d'euros pour les renouvelables. Sur 10 euros de financements énergétiques, la banque a seulement accordé 2 euros aux énergies renouvelables contre 7 euros aux énergies fossiles. A la Société Générale, le gaz et le pétrole concentrent 65 % des financements énergétiques.³

BPCE : 2,4 / 10



2,4/10 Bien que BPCE – Natixis se soit engagée à réduire son soutien au secteur du charbon, BPCE – Natixis continue de financer des entreprises charbonnées et n'a publié aucun plan de sortie des énergies fossiles. De plus, elle n'a aucune politique dédiée à limiter de manière significative ses soutiens au gaz et au pétrole conventionnels, deux secteurs dont l'expansion est également incompatible avec les objectifs internationaux en matière climatique. BPCE- Natixis ne divulgue pas les émissions de gaz à effet de serre générées par les activités qu'elle finance et ne s'est pas engagée à les réduire afin de respecter une trajectoire 1,5 °C.

En pratique, ça donne quoi ?

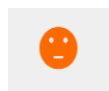
En 2016 et 2017, ce sont 5,6 milliards d'euros qui ont été financés par la banque dans les énergies fossiles et seulement 1,6 milliards d'euros dans les renouvelables. Même si ses volumes de financements sont moins importants, BPCE est la banque française qui accorde la part la plus importante de ses financements au charbon : avec 12 %, BPCE finance plus le charbon que l'éolien ou le solaire. Enfin, BPCE suit une tendance inquiétante puisqu'entre 2016 et 2017, elle a augmenté ses financements fossiles de 1,1 milliards d'euros, lorsqu'elle a en parallèle baissé ses financements en énergies renouvelables de plus de 500 millions d'euros.⁴

² Oxfam France « [Banques françaises, les fossiles raflent la mise](#) », Novembre 2018.

³ Oxfam France « [Banques françaises, les fossiles raflent la mise](#) », Novembre 2018.

⁴ [id.](#)

LA BANQUE POSTALE : 4,4 / 10



La Banque Postale s'est engagée à ne financer de projets énergétiques exclusivement orientés que vers des projets de développement des énergies renouvelables et à exclure le soutien aux énergies fossiles. Même si La Banque Postale Asset Management, la filiale de gestion d'actifs de La Banque Postale, s'est engagée à 100 % d'investissement social et responsable (ISR) d'ici 2020, la banque continue à investir dans des actions ou obligations d'entreprises exposées aux activités fossiles et n'a pas encore publiée un plan de sortie des énergies fossiles.

En pratique, ça donne quoi ?

La Banque Postale fait figure de bonne élève par rapport aux plus grosses banques françaises. En 2016 et 2017, avec un financement de près de 200 millions d'euros dans les énergies renouvelables et de seulement 16 millions pour les fossiles, la Banque Postale finance douze fois plus les renouvelables que les fossiles. Cependant, ses investissements dans des actions d'entreprises sont beaucoup moins vertueux. La Banque Postale investit 719 millions d'euros dans des actions d'entreprises exposées aux énergies fossiles, contre seulement 80 millions d'euros dans les entreprises exposées aux énergies renouvelables. ⁵

LE CREDIT MUTUEL : 1,9 / 10



La banque a annoncé la fin de ses financements de projets aux mines et centrales à charbon, mais n'a restreint qu'une partie de ses soutiens aux entreprises opérant dans ce secteur. Bien qu'elle soit moins exposée que ses concurrentes à des activités risquées, le Crédit Mutuel-CIC n'a aucune politique destinée à permettre un arrêt progressif de ses soutiens aux gaz et pétrole. Le groupe ne calcule pas les émissions générées par ses activités de financement et d'investissement et ne s'est donc pas engagé à les réduire.

En pratique, ça donne quoi ?

Le Crédit Mutuel-CIC fait figure de bonne élève par rapport aux plus grosses banques françaises. En 2016 et 2017, la banque a accordé près de 800 millions d'euros de financement aux énergies renouvelables, contre près de deux fois moins pour les énergies fossiles. Toutefois, ses investissements dans des actions d'entreprises sont beaucoup moins vertueux. La Banque Postale investit 460 millions d'euros dans des actions d'entreprises exposées aux énergies fossiles, contre seulement 43 millions d'euros dans les entreprises exposées aux énergies renouvelables. ⁶

LE CREDIT COOPERATIF : 7,4 / 10



Le Crédit Coopératif a peu d'impacts négatifs sur l'environnement car il finance l'économie sociale et solidaire. Il a fait le choix de ne pas financer les énergies fossiles. Mais il ne publie pas les émissions de gaz à effet de serre générées par les projets et entreprises qu'il finance et n'a pas pris d'engagement visant à les réduire.

En pratique, ça donne quoi ?

A ce jour, le Crédit Coopératif n'est impliqué dans aucune activité controversée identifiée par Fair Finance France.

⁵ Oxfam France « [Banques françaises, les fossiles raflent la mise](#) », Novembre 2018.

⁶ [Id.](#)

LA NEF : 10 / 10



La NEF ne finance que des projets à impacts neutres et positifs, notamment autour des énergies renouvelables et de l'agriculture biologique.

En pratique, ça donne quoi ?

La NEF publie chaque année l'intégralité des projets et entreprises qu'elles financent. N'hésitez pas à consulter son guide des prêts.

Méthodologie : Fair Finance France fait partie de l'initiative Fair Finance Guide International, une coalition d'associations dans onze pays, qui a mis au point une grille d'évaluation des politiques de crédit et d'investissement des banques sur un certain nombre de domaines d'activités. A titre d'exemple, la thématique « changement climatique » repose sur 24 critères de notation. Une méthodologie plus détaillée est disponible sur demande.